



## *Compte-rendu Une journée au forum du Futuroscope 1<sup>er</sup> Septembre 2023*

Le Forum de Poitiers se confirme décidément comme le grand rendez-vous de la rentrée internationale tant il réunit un large éventail de responsables politiques, diplomates et géopolitologues venus de tous horizons qui permet des débats d'une richesse assez exceptionnelle. Cette année, l'éventail s'ouvrait du Brésil à la Hongrie en passant par l'Afrique et, naturellement, par la France. Il s'ensuit, sans surprise, que le Forum est suivi par un nombre toujours plus important d'auditeurs, les uns physiquement présents dans le grand auditorium du Futuroscope, les autres assistant aux échanges en ligne, soit en direct, soit en différé. Cette année, on estime ce nombre à 1500 personnes.

Il faut dire que l'édition 2023 du Forum était marquée par une actualité qui ne peut manquer de retenir l'attention soutenue de tous ceux qui s'intéressent à la marche du monde. Force est de constater en effet que les signes d'une détérioration du climat international se multiplient d'une façon préoccupante. Des événements épars tels que la poursuite de la guerre en Ukraine, les incendies au Canada ou l'absence annoncée de Xi Jinping au G20 de New Delhi illustre, chacun à sa manière les diverses formes que prend cette dégradation. Il était donc essentiel d'en ausculter les manifestations, les causes et

les effets et d'examiner les voies et moyens qui permettrait de sortir de cette spirale dangereuse.

A évaluer cette « grande bascule » de la gouvernance mondiale se sont attaché un ensemble particulièrement brillant d'intervenants dont on trouvera la liste en annexe avec le programme. Pour ce faire, ils se sont concentrés plus particulièrement sur trois aspects du sujet : les relations entre les Etats-Unis et la Chine, la place de l'Europe et la situation du Sud global. Mais naturellement, sur chacun de ces points, l'ombre omniprésente de la Russie n'a pas manqué de se faire sentir.

\*

Une manière de mesurer l'ampleur de la bascule est de considérer la rapidité avec laquelle le monde s'est ensauvagé depuis 12 ou 15 ans. Auparavant, on pouvait se plaire à croire à l'émergence d'une « communauté internationale ». Force est de constater qu'il n'en est rien et que l'objectif s'est considérablement éloigné. Le monde ressemble plutôt à une foire d'empoigne où les principales puissances se disputent la gouvernance mondiale. Le multilatéralisme, tentative pour y introduire un minimum d'ordre, n'est jamais parvenu à contraindre les grands fauves. Il ne fonctionne convenablement que lorsque ceux-ci le veulent bien. Et lui aussi est en recul.

Pour enrayer le mouvement de dégradation, il serait indispensable de multiplier les contacts, de se parler pour combattre les malentendus et délimiter les zones de désaccord. La pandémie de Covid n'a pas permis de mettre en place ces garde-fous. Ceux-ci font aujourd'hui cruellement défaut. En tout état de cause, la communication n'est jamais simple, surtout au plan international où les manières de négocier elles-mêmes diffèrent selon la culture dans laquelle baignent les différents négociateurs.

Une bonne illustration du problème nous a été administrée par le président de la maison de cognac Camus qui comptait parmi les intervenants au colloque. Il a raconté qu'il avait trois clients principaux : les Etats-Unis, la Chine et la Russie. L'expérience des négociations qu'il mène périodiquement avec eux, a-t-il poursuivi, fait apparaître des différences ô combien intéressantes et significatives. Avec les clients américains, la négociation a pour objet de vérifier la coïncidence des intérêts. Selon qu'elle existe ou non, on conclut ou on ne conclut pas. Avec les Chinois, on est à la recherche de l'harmonie dans la durée. Cette harmonie doit s'établir non seulement entre les parties à la négociation mais aussi entre les interlocuteurs chinois et leurs différents organes de direction. Plutôt que de se concentrer sur les sujets de désaccord, les Chinois préfèrent les laisser de côté et agir sur leur environnement de façon à faire évoluer le désaccord en douceur. Avec les Russes,

c'est encore autre chose. La négociation se présente comme un affrontement, supposé aboutir à un vainqueur et un perdant. Elle traduit en fait une soif de reconnaissance et au bout du compte, un manque de sûreté de soi-même.

Pour ses affaires de cognac, la maison Camus doit bien comprendre ces différences de culture et s'y adapter. De ce point de vue, la diplomatie est un sport d'endurance à pratiquer tous les jours. C'est peut-être ce qui nous a manqué le plus et qui a entraîné la dégradation de ces dernières années.

\*

### ***Le préalable de la guerre d'Ukraine***

Si on en revient à la guerre d'Ukraine, force est de constater que nous autres Occidentaux avons, collectivement, géré cette affaire avec pas mal d'inconséquence : en 2008 en donnant à ce pays une perspective d'adhésion à l'OTAN, c'est-à-dire en l'exposant à la Russie sans lui donner la moindre protection en retour ; en 2014 en réagissant mollement à l'annexion de la Crimée et à l'invasion du Donbass, toujours sans donner de soutien concret à l'Ukraine ; enfin, après le 24 février 2022, en livrant à la partie agressive des armes au compte-goutte par crainte d'une escalade avec la Russie, il est vrai puissance nucléaire. Si la guerre est longue, nous y sommes pour quelque chose.

Sur un plan général, le Conseil de Sécurité est devenu incapable de résoudre les crises. C'est le fait du veto russe systématique mais cela vient aussi du mépris que les administrations Bush et Trump en particulier ne lui ont pas ménagé ainsi que des efforts chinois pour développer des manières alternatives de solution des conflits. Les Nations Unies gardent un magistère moral, restent un forum de rencontre mais ne sont plus un lieu de traitement et de règlement des crises. Les principes des Nations Unies perdent beaucoup de leur autorité lorsque ceux-là même qui devraient en être les garants comme membres permanents les violent allègrement ou les dénigrent.

En Europe, la guerre d'Ukraine s'inscrit dans d'autres formes de cette même crise du multilatéralisme. Les principes sur lesquels les adversaires de la guerre froide étaient parvenus à s'entendre – ceux d'Helsinki et de la Charte de Paris de 1990 - sont eux-mêmes rognés et les mesures de confiance et de régulation de la compétition stratégique entre la Russie et les Etats-Unis sont progressivement démantelées. C'est la fin du dispositif ciel ouvert, la fin des accords sur les forces conventionnelles et des accords sur les forces nucléaires intermédiaires et ce pourrait être bientôt la fin des accords sur les forces stratégiques.

Dans un pareil contexte, on voit mal que l'heure de la diplomatie puisse bientôt sonner. Tous les intervenants l'ont marqué avec force. Elle ne pourra arriver que lorsque la Russie sera découragée pour longtemps de l'aventurisme militaire. En tout cas, pour l'avenir de notre stabilité stratégique en Europe et pour la place de l'Europe dans le monde, en aucun cas la Russie ne doit ni ne peut gagner cette guerre.

Il y aura un avant et un après la guerre d'Ukraine. Notre rapport à la Russie ne pourra plus être le même. La barbarie avec laquelle la guerre est conduite, avec son cortège de crimes de guerre abjects, a creusé un fossé qui sera difficile à combler. D'autre part, Poutine a gravement sous-estimé ses partenaires occidentaux. L'Europe a beaucoup progressé à l'occasion de cette guerre ; elle a fait preuve d'une réactivité remarquable avec sa reconversion énergétique, l'adoption des sanctions, la mobilisation financière en faveur de l'Ukraine. En fait, notamment par contraste avec la Russie, l'Union européenne est un paradis, économique, social, politique, pour le monde extérieur. En aucun cas, il ne faut caler devant Poutine.

\*

## ***La Chine et les Etats-Unis***

La Chine aussi a participé à la grande bascule du monde. Longtemps, elle est restée fascinée par les Etats-Unis. Barack Obama à ses débuts y jouissait encore d'une grande popularité. Le « pivot » vers l'Asie, qu'il a bientôt initié, a marqué un commencement de méfiance à l'égard de la République Populaire qui n'a pas manqué d'être ressenti à Pékin. Mais c'est le grand revirement américain initié par Donald Trump contre la mondialisation qui a provoqué le raidissement chinois. Avec plus de mesure mais une détermination accrue, Joe Biden s'est parfaitement placé dans le sillage de son prédécesseur avec une compétition technologique qui se concentre sur l'intelligence artificielle et un accent supplémentaire qui est mis sur la question des droits de l'homme. Pékin, de son côté, n'a pas manqué de répondre sur le terrain commercial par ses propres mesures protectionnistes. Elle y a ajouté des opérations délibérément provocatrices, de style « loups combattants ».

Les dirigeants chinois restent persuadés que le temps travaille pour eux et que les Etats-Unis, minés de l'intérieur par leurs divisions profondes, sont irrémédiablement voués au déclin. Certains des conseillers du président américain ont résumé l'enjeu du débat en déclarant qu'il n'était pas question que le flambeau de la conduite du monde, passé de la France à la Grande-Bretagne en 1815, puis de la Grande-Bretagne aux Etats-Unis en 1945,

tombe maintenant entre les mains de la Chine. En fait, on peut se demander si ce genre de raisonnement, une fois encore, ne relève pas de l'ethnocentrisme. Comme nous le répètent à l'envie ses porte-parole, la Chine se comporte en beaucoup de domaine « avec des caractéristiques chinoises ». En matière de relations internationales, il n'est pas du tout dit qu'elle tienne absolument à remplacer les Etats-Unis en tant que puissance dominante dans le monde, que ce soit dans les domaines géostratégiques, idéologiques ou même scientifiques. Elle n'en a guère les moyens, en a-t-elle vraiment l'envie ? Être le leader du monde est une ambition américaine, l'accomplissement de la destinée manifeste que la nation providentielle se croit devoir incarner. On ne sait pas que l'Empire du Milieu partage ce genre d'obsession. Il n'est pas du tout dit que la prépondérance chinoise, si elle se réalise un jour, suive le modèle des nations occidentales qui l'ont précédé dans le rôle. La compétition existe mais son but n'est pas évident.

Est-ce à dire que tout cela va déboucher sur une guerre chaude ? Pas nécessairement. D'un côté comme de l'autre, la volonté existe de garder les contentieux sous contrôle mais on est tout de même dans une période de tensions ouvertes grosses de dangers. Un sujet particulièrement sensible est celui de Taïwan. Aux Etats-Unis, beaucoup pensent que la Chine pourrait bien attaquer « l'île rebelle » à brève échéance et cherchent à mieux assurer sa sécurité, notamment en resserrant les liens avec l'Australie, le Japon et la Corée du Sud, les Philippines et en courtisant soigneusement l'Inde et le Vietnam. Pékin lui aussi travaille à élargir son cercle d'amis, notamment en direction du « Sud global », comme en témoignent ses efforts pour se poser en inspirateur des BRICS. A cet égard, ne pas participer au sommet du G20 peut être un signal complémentaire : minimiser l'importance de ce cénacle pour mieux mettre en valeur la force montante de l'autre. En tout état de cause, la Chine dispose d'autres moyens de contrôler Taïwan que de l'attaquer. Comme le savent les négociateurs du cognac Camus, plutôt que de s'entêter sur les sujets de désaccord, les Chinois préfèrent souvent les laisser temporairement de côté et agir sur l'environnement du désaccord de façon à le faire évoluer en douceur.

Vis à vis de l'Europe, la Chine a une image incontestablement détériorée. C'est la suite des provocations de ses « loups combattants » et plus encore de son refus de condamner l'agression russe de l'Ukraine. Pourrait-elle trouver intérêt à persuader Vladimir Poutine de cesser sa guerre ? Incontestablement, elle est embarrassée d'être associée à une opération fondamentalement perturbatrice. Mais elle ne peut pour autant envisager sérieusement de lâcher Poutine car tous deux ont un adversaire commun, l'Amérique : l'ennemi de mon ennemi est mon ami. En fait, la Chine travaille à améliorer son image différemment : en se posant en inverse des Etats-Unis, en faisant valoir qu'elle a proposé un plan de paix que Kiev n'a pas rejeté alors que Washington alimente au contraire la guerre en livrant des armes de plus en plus létales aux Ukrainiens.

Quant aux entreprises, elles ne peuvent ni ne veulent choisir entre les deux grands marchés, le chinois et l'américain. Elles travaillent sur le temps long, beaucoup plus long que le temps politique. La Chine représente pour elles un investissement qui s'amortit dans la durée et constitue souvent 10, 15, 20 % de leur chiffre d'affaires. Aujourd'hui, elles savent qu'elles doivent s'adapter aux nouvelles conditions économiques devenues beaucoup moins favorables et elles le font. Par chance pour nos entreprises, la relation franco-chinoise est très bonne en ce moment par rapport aux relations entre la Chine et les autres pays occidentaux. Le fait est qu'après la longue période de pause imposée par la pandémie de Covid, nos contacts bilatéraux ont repris à un rythme soutenu : voyage du président Macron à Pékin en avril dernier, voyage du Premier ministre chinois à Paris dans la foulée, voyage de Bruno Le Maire à Pékin fin juillet. Tous ces déplacements avaient une forte connotation économique. Beaucoup de dossiers ont avancé, nous avons obtenu satisfaction sur de nombreux points. Le décalage est frappant entre le « China bashing » au plan politique et médiatique d'un côté et la réalité de terrain, beaucoup plus constructive.

L'IRA, 360 milliards de dollars, en comporte 200 qui sont contraires aux règles de l'OMC puisque subordonnés à une condition de contenu local.

\*

### ***Le Sud global et l'Afrique***

On entend beaucoup dire que le Sud global représente l'avenir du monde et en particulier que c'est l'Afrique, seul continent à la démographie restée très dynamique, qui va tirer la croissance mondiale au XXIème siècle. La réalité est toute autre. L'Afrique se marginalise à grande vitesse, du moins par rapport à l'Occident et complémentirement, il y a une grande désillusion des pays africains à l'égard des Occidentaux.

En dix ans, par exemple, alors que le PIB mondial progressait de 80 %, le commerce entre les Etats-Unis et l'Afrique a été divisé par deux tout simplement parce que, avec l'exploitation des gaz de schiste, les importations américaines d'hydrocarbure africain ont cessé. En revanche, celles de l'Inde et de la Chine ont bondi. C'est la grande bascule du commerce mondial.

Et la marginalisation commerciale n'a pas été remplacée par des flux d'investissements. Au contraire, les banques européennes se désengagent. Barclays, Crédit Lyonnais, Crédit agricole, BPCE, BNP-Paris bas et maintenant, Société Générale disparaissent d'Afrique alors qu'il n'y a jamais eu ni présence allemande, ni présence espagnole significative. Les

banques chinoises, elles, sont déjà arrivées au Nigeria et en Afrique du Sud. Evidemment, elles vont multiplier les implantations. L'Afrique ne lâche pas l'Union européenne, elle est lâchée par l'Union.

Quant aux marchés financiers, ils sont fermés à l'Afrique, sauf à payer 20 % de taux d'intérêt réel. C'est que les entreprises de ce continent sont supposées représenter des risques. Mais on ne fait pas le détail : si le Ghana est en défaut, on coupe aussi les crédits à la Côte d'Ivoire, même si les deux pays n'ont rien à voir, avec l'un en zone franc et l'autre non. Il y a bien un marché qui reste ouvert, celui de la finance climat parce qu'il correspond à un besoin des pays riches. Pourtant, de toutes les promesses faites, de Copenhague à Glasgow, aucune n'a été tenue et le système financier international a réduit le volume des ressources concessionnelles qu'il mettait à disposition des pays en développement. Dans le même temps, alors que seul 10 % de la population africaine a accès à l'électricité, de bonnes âmes recommandent de ne pas développer les ressources énergétiques fossiles.

A performances économiques égales, les agences de notation, évidemment occidentales, appliquent systématiquement une décote aux pays africains. Cette décote donne la mesure de l'irrespect, de l'absence de considération – ou simplement de compréhension - pour l'Afrique. Du coup, le continent de l'avenir, se trouve en situation d'asphyxie financière. Et sa jeunesse est désespérée.

Dans ces conditions, les pays en perdition sont bien obligés de « faire entre eux ». La banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique, l'instrument de la Ligue Arabe pour financer l'Afrique subsaharienne, va recevoir autant de fonds propres que la BAD. C'est une augmentation considérable : elle a été voulue par l'Arabie Saoudite et par les Emirats.

Rien d'étonnant dans ces conditions à ce qu'une grande défiance des Etats et des citoyens du Sud se soit établie vis à vis du système international. Beaucoup d'entre eux ont une attitude carrément cynique par rapport aux grands pays et au multilatéralisme parce qu'ils ont le sentiment de recevoir beaucoup de bonnes paroles mais guère de marques de solidarité, voire d'équité de leur part. En Afrique, le dérèglement climatique tue chaque année des milliers de personnes et les pays du Nord donnent l'impression que ce n'est pas important.

Survenue dans ce contexte, alors que l'Afrique était en outre très affaiblie par la pandémie de Covid, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a fait figure de quelque chose comme l'intrusion d'un chien dans un jeu de quille. Beaucoup de pays du Sud n'ont pas voulu prendre position, non pas par ignorance des enjeux et des torts de la Russie mais par refus d'être détournés de leurs problèmes plus pressants de survie immédiate. Pour autant, le

slogan poutinien - « *the West versus the rest* » - est très exagéré. D'ailleurs, l'hétérogénéité des BRICS, souvent soulignée, concerne notamment leurs relations avec l'Occident. Certains s'y opposent clairement comme l'Iran, la Russie ou la Chine, mais d'autres en sont très proches comme l'Arabie Saoudite, les Emirats, l'Egypte, le Brésil, et peut être même l'Inde. En participant au club, ils veulent surtout se donner des marges de manœuvre pour pouvoir faire avancer leurs intérêts en fonction des circonstances.

\*

## ***L'Europe***

Dans leur compétition avec la Chine, les Etats-Unis cherchent aussi, naturellement, à enrôler les Européens. Sur Taïwan, ceux-ci s'en tiennent toutefois sagement à leur position traditionnelle : maintien du statu quo, évidemment pas de déclaration d'indépendance mais respect de la liberté de circulation dans le détroit. S'agissant d'un conflit qui a toutes les chances de structurer les relations internationales pour longtemps, il est essentiel que l'Europe se positionne non pas comme équidistante entre les deux pôles mais en entité capable de suivre sa ligne propre sans nécessairement s'aligner sur notre allié américain.

Nous sommes alliés mais cela ne nous empêche déjà pas d'être en désaccord sur le plan économique, par exemple sur l'IRA ou sur la prolifération des législations extraterritoriales. En ce qui concerne la France, c'est lorsqu'elle prend ses distances qu'elle est le meilleur allié. Il ne s'agit pas de critiquer systématiquement les Etats-Unis mais simplement d'être soi-même. La France est indéniablement un pays occidental mais elle n'est pas que cela, elle est aussi un pays universaliste, un pays qui entretient de longue date des liens particuliers avec ce qu'on appelait jadis le Tiers Monde. Vis à vis de ceux-ci, elle doit certainement défendre nos valeurs, telles que la démocratie, mais il faut se garder de chercher à les imposer. On l'a bien vu en Irak, en Afghanistan, en Libye, la démocratie n'est pas un produit d'exportation mais le résultat d'une longue maturation interne propre à chaque société. Au surplus, après l'attaque du Capitole, force est de constater que la démocratie a perdu de son attractivité. En revanche, ce que l'on peut chercher à faire prévaloir, ce sont nos principes car ceux-ci sont universels.

L'Union européenne a beaucoup évolué depuis les Communautés européennes de jadis. Elle joue un rôle beaucoup plus important qu'auparavant et dispose d'atouts considérables. Sa force la plus spécifique est immatérielle, c'est notre identité culturelle et spirituelle, une sorte d'universalisme et une culture du dialogue, de la négociation, du compromis et de la réconciliation. C'est d'abord cela qui la caractérise. Il faut en tirer parti.



L'Union est aussi « démocratique » et cette qualité constitue un autre élément essentiel de son exceptionnelle attractivité. C'est aussi pour cela que tant de pays sont candidats à la rejoindre. C'est parce qu'elle aspirait à cette Union démocratique que l'Ukraine a été attaquée : elle est un contre modèle par rapport à la Russie. C'est d'ailleurs ce qui fait l'importance de la crise en cours et c'est pourquoi nous avons beaucoup à gagner à une victoire de l'Ukraine et beaucoup à perdre à une victoire de Poutine. Ne lâchons pas l'Ukraine : l'Europe sera jugée à sa capacité à tenir ses engagements.

Autre atout considérable, l'extraordinaire résilience de l'Union. Sa religion a longtemps été le marché, alpha et oméga de son intégration dans un contexte de mondialisation heureuse. Puis les crises se sont succédé à un rythme accéléré : crise financière de 2008 et crise de l'euro de 2010, crise migratoire de 2015, le Brexit en 2016, la Covid en 2020, la guerre d'Ukraine en 2022. L'Europe n'y était pas préparée, elle a été mise à l'épreuve sous plusieurs angles (monnaie, migrants, Brexit, santé, défense). A chaque fois, on a prédit son effondrement et à chaque fois, elle a trouvé le ressort nécessaire pour « s'en sortir par le haut », pour inventer des solutions inédites qui lui ont permis de rebondir.

Aujourd'hui, progressivement, l'Europe apprend le langage de la puissance. Face à l'IRA américain, le *Green Deal* européen représente énormément d'argent si l'on ajoute ce que fait l'Union et ce que font les Etats membres. Sur le plan commercial, la fin de la naïveté est devenue une réalité. Trois instruments de défense commerciale ont été adoptés depuis 2021, aussi bien contre les Etats-Unis que contre la Chine. La France a joué un rôle moteur dans cette évolution mais même les Pays-Bas sont aujourd'hui gagnés à la notion de souveraineté économique.

Il faut en tirer les conséquences et renforcer l'Union dans tous les domaines, y compris celui de la défense en gardant à l'esprit que tous nos partenaires sans exception tiennent à ce que ce renforcement se fasse dans le cadre de l'OTAN. Car tout cela ne va ni assez vite ni assez loin. On est loin d'avoir comblé notre retard sur les Etats-Unis et la Chine et d'avoir défini vision stratégique intégrée. Le renforcement de la souveraineté européenne est un préalable si l'on veut peser davantage sur les affaires du monde. Le Sud global qui ne veut pas choisir entre la Chine et les Etats-Unis attend aussi de l'Europe qu'elle propose un contenu à ce qui serait une troisième voie.

Pour la France, plutôt que de faire la leçon à nos partenaires sur l'Europe souveraine, à quoi nous n'avons que trop tendance, soyons modestes. Travaillons au ras du sol, sans mouvement de manche : non pas à prêcher l'indépendance dans l'abstrait mais à réduire concrètement les très nombreuses dépendances qui nous contraignent au jour le jour. Sur ce genre d'objectifs pratiques, le consensus peut être aisément trouvé.

\*

## ***Conclusion***

Au-dessus de tous les problèmes dont nous avons débattu, il y a la grande question de la détérioration des conditions de vie sur la planète. Elle va prendre une importance dominante dans les années et décennies qui viennent parce qu'elle va nous obliger à revoir de fond en comble nos modes de vie. Malgré l'impression contraire qu'on peut avoir, le monde prend conscience de l'importance du sujet. Certes trop lentement à l'échelle des dérèglements en cours mais très rapidement à l'échelle des pratiques de la vie internationale. Ici, les divisions opposent moins les pays les uns aux autres que les opinions au sein de chaque pays, entre celles qui acceptent les innombrables changements qui s'annoncent et celles qui résistent. Il va falloir faire un grand travail, à la fois d'innovation technique dans toute la gamme des secteurs concernés et de pédagogie et de persuasion auprès des populations qui, elles sont toutes concernées.

PC